

Lutte des classes

TRIBUNE FRANCAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE)

N° 5

15 AVRIL 2013

luttendesclasses@live.fr

A propos de l'affaire Cahuzac

LE ROI EST NU !

Il s'agit d'un révélateur puissant, révélateur seulement, car malgré sa gravité, cette affaire n'est qu'un tout petit sommet d'un iceberg immense.

Malgré l'accusation, preuves à l'appui, du journal « Mediapart », Cahuzac a été maintenu dans sa fonction de ministre. Pire, la crédulité naïve du président et de son gouvernement a été assortie d'une défense indignée et bruyante. Alors qu'ils auraient dû se méfier. Depuis longtemps, leur parti PS, comme son partenaire-adversaire UMP, se sont empêtrés quotidiennement dans des affaires scandaleuses.

Faute personnelle ou défaut du système ?

Croire aveuglement à la parole dans un tel environnement des scandales, relève d'une niaiserie complaisante inadmissible pour un dirigeant politique. Cependant, on commence à percevoir le mystère de cette cécité fanatique si l'on prend en compte que ce parti « socialiste » est aussi engagé pour défendre le système bourgeois et ses plans dévastateurs que son adversaire-partenaire UMP. Le milieu corrompu de la bourgeoisie n'est pas un monde étrange et anormal pour eux. Loin de là, et tout le monde connaît leur proximité intime avec ce milieu dont on verra quelques échantillons plus loin.

L'ambiance douillette de ce concubinage a été sérieusement perturbée par l'ouverture d'une information judiciaire contre Cahuzac, suivie par sa démission brusque, le 19 mars. Mais le premier ministre Ayrault continuait sa défense en déclarant dans l'Assemblée : « Je salue... Jérôme Cahuzac, qui a fait preuve de dignité et de responsabilité en présentant... sa démission ». On a vu la couleur de cette « dignité ». Mais à ce stade encore les députés et leur gouvernement continuaient à défendre leur ami. De plus, en réponse aux attaques de l'UMP, Ayrault l'encensait encore : « Je tiens à le remercier... pour son action remarquable et courageuse au gouvernement, car il a été un excellent ministre ». (Le Monde, 22 mars 2013.)

La ligne générale du président, du gouvernement et leurs députés consistait à séparer rigoureusement l'activité professionnelle de Cahuzac de ses actes personnels répréhensibles. Cette séparation rigide et bruyante, bien que suspecte, a pris pourtant une dimension absolue dans les affirmations de Hollande lors de son fameuse entrevue télévisée, le 28 mars dernier. Pour lui, le remplacement de Cahuzac, plus d'une semaine auparavant, n'était qu'une formalité, puisque son démêlé avec la justice l'obligeait de le faire. Autrement dit, il a poussé la division entre le Cahuzac ministre et le Cahuzac homme privé jusqu'à une opposition complète entre les deux. Il a dit tout le bien du premier, en qualifiant la seule justice compétente pour établir la vérité sur le second. Un tel partage absurde lui a permis aussi la personnalisation extrême de l'acte condamnable en le réduisant ainsi au seul individu. Ce Cahuzac dédoublé, mis en relief dans cette interview de Hollande, était repris et poussé ensuite par les dirigeants de ce parti et la presse servile. Inutile d'en faire une longue démonstration.

A vrai dire, on pourrait faire, abstraitement, une telle séparation

entre la vie publique et les actes privés d'une personne. Effectivement, à peu près partout on parlait d'une terrible contradiction entre l'activité du ministre, d'une part, et son acte personnel de mettre son argent en Suisse, de l'autre. Souvent, on évoquait l'image d'une brebis galeuse perdue, - mais en oubliant deux choses. D'abord, que la gale est attrapée dans un environnement qui lui est favorable, ensuite, qu'elle est une maladie très contagieuse, d'autant plus que cet environnement est pollué. En somme, il faut parler concrètement et non pas d'une façon abstraite.

En réalité, pour comprendre comment la « brebis » Cahuzac attrapait la « gale », nous devons le mettre lui aussi dans son environnement. Or nous savons que celui-ci est pollué jusqu'à l'extrême. Un coup d'œil est suffisant pour le prouver. Lors de son entrevue, Hollande avouait qu'il « n'avait pas anticipé » que la crise « durerait plus longtemps que prévu ». (Admirons cette confession si joliment empaquetée.) Sans examiner plus près cette révélation, dont le sens en lui-même est déjà hallucinant, il faut constater que le gouvernement a déjà tout essayé pour satisfaire les créanciers bourgeois impatients sur le dos des travailleurs. Malgré cela, la dette publique augmentait encore cette année, atteignant la somme vertigineuse de 1833,8 milliards d'euros (!) et elle avoisine les 90% de la valeur de toute la production intérieure brute (PIB). Pourtant Hollande et Cie s'efforçaient de ramasser l'argent en spoliant les travailleurs directement et aussi par la suppression de plusieurs de leurs acquis. C'est cette politique bourgeoise qui constitue l'environnement général de Cahuzac.

Ce choix économique et politique est fondamental, il détermine non seulement l'activité politique mais aussi la nature et les formes des rapports humains de toute sorte. Les personnes qui se sont engagées pour concevoir et appliquer une telle politique anti-ouvrière, maintiennent, fréquentent et renforcent des liens multiples qui les attachent - collectivement et personnellement - à ce milieu de leur politique. C'est leur clientèle habituelle. Ils s'enfoncent dans ce milieu bourgeois, épousent sa mode de pensée et ses habitudes. C'est inévitable.

Un milieu particulier

C'est ainsi que nous avons vu éclore et prospérer des relations étroites entre le gouvernement dit « socialiste » et les organisations de la bourgeoisie comme le Medef. Mais aussi des rapports encore plus serrés et amicaux que les dirigeants et cadres politiques entretiennent avec les industriels et les banquiers. Mais en plus, ils participent ensemble dans la même série de structures variées, dont les organismes pullulent en dehors des organes étatiques. Dans ces organismes et dans leurs ramifications innombrables de groupes de réflexion ou comités d'experts (« think tank »), cabinets de conseils, cabinet d'avocats, etc. ils réfléchissent ensemble - patrons capitalistes, politiciens PS et UMP, conseillers et autres - sur le meilleur moyen de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Ce réseau non-officiel ou anonyme fleurit avec ses parasites parallèlement à la structure étatique, mais échappant à son contrôle.

Voici le milieu très brièvement et insuffisamment indiqué qui a définitivement inféodé Cahuzac pour qu'il puisse attraper très facilement la gale. Encore que la brebis, privée d'une conscience claire, subit l'infection d'une gale à son insu. Tandis que Cahuzac et ses pareils choisissent délibérément

les pratiques pourries de la bourgeoisie. Même plus encore que ce contact, car l'influence du milieu bourgeois n'est pas seulement indirecte.

Conformément au bonapartisme anti-démocratique de la Vè République, le président et son gouvernement s'entourent d'une vaste nébuleuse de conseillers. Les très nombreux membres inconnus de cette couche particulière sont recrutés dans la grande masse d'affiliés de ce milieu et dans ses innombrables cabinets. Cette troupe sert à contourner les corps élus de l'Etat et de neutraliser ainsi leur activité. La décision et le contrôle démocratiques sont donc court-circuités. De cette façon, l'imposition de la défense impitoyable des intérêts de la bourgeoisie, élaborée par ces « experts », se trouve grandement facilitée. L'acte personnel de Cahuzac pour ramasser et protéger son argent est en parfaite harmonie avec cet état d'esprit et sa pratique. Il les a simplement poussés jusqu'à leur conséquence logique.

Une couche au service de la bourgeoisie, truffée de parasites

Cette large couche de haut-fonctionnaires économiques, politiques et juridiques, composée de cadres publics élus ainsi que d'une coterie nombreuses inconnue et furtive, forme un ensemble unique mais hétérogène. Son unité est tenue et garantie par son engagement au service et en défense de la bourgeoisie. Tandis que sa disparité ou diversité s'ordonnent autour des lignes politiques ou tactiques différentes de cet engagement. Soit par tel parti, soit par un tel autre, ou alors par les intérêts particuliers. Plusieurs auteurs désignent cette couche de politiciens comme une oligarchie, et certains vont jusqu'à la nommer de « classe politique ». Ce dernier qualificatif est manifestement un erreur. Puisque cette couche ne peut pas avoir une consistance et/ou un objectif indépendant à elle. Mais ses buts et son existence même sont entièrement déterminés par la bourgeoisie et son but.

La préférence journalistique pour l'usage fréquent de « classe politique » sert à cacher sa dépendance d'une classe, en l'occurrence de la bourgeoisie, en lui octroyant une telle autonomie.

Il serait inutile de s'attarder sur le rôle étonnant que les anciens ministres de Mitterrand, tel que Rocard et Lang ont rempli dans les commissions mises sur pied par Sarkozy. Sans parler des ministres transfuges, - un fait si bien occulté par tous. Cette transmutation ou transplantation, passagère ou permanente et à première vue surprenante, révèle l'unité profonde d'une opposition de surface, dénommée judiciairement comme une position « républicaine », à savoir bourgeoise.

C'est l'esprit partagé par toute cette couche des régisseurs de la bourgeoisie et par leurs parasites et qui maintient son unité et sa cohésion. C'est dans cet esprit que Hollande a péché la trésorier de sa campagne électorale dans ce vivier bourgeois en la personne du capitaliste Jean-Jacques Augier, acteur zélé des paradis fiscaux. On apprend aussi que le premier ministre Ayrault a nommé récemment à la tête de son groupe de publicité (?) l'ex-directeur de cabinet de Maurice Lévy. Celui-ci est le président surpayé (un scandale révélait qu'il obtenait de 16 millions d'euros de salaire extra !) de la firme « Publicis », première agence de réclame (donc un conglomérat parasite). Un autre ex-directeur de cabinet de ce même Lévy, nommé Paul Bernard

sert à l'Elysée comme l'un des rédacteurs des discours de Hollande.

Ces gens de « Publicis », un groupe classé à droite, remplacent maintenant leurs concurrents de « gauche », placés par l'agence « Havas Worldwide » dirigée par Stéphane Fouks. Ce personnage louche, figure centrale d'une constellation des « conseillers » a donc beaucoup perdu de ses prérogatives parce qu'il était le conseiller de son ami Cahuzac. Tout en conservant néanmoins une influence notable à travers ses autres anciens amis de vieil entourage de Rocard, comme Manuel Vals, gendarme républicain des ouvriers réfugiés.

Voici en gros le milieu nourricier de Cahuzac, ainsi que sa garde rapprochée, à la fois créature et créateur de ce même milieu. Tous ceux qui persistent à faire croire que c'est l'appui à la bourgeoisie et sa défense qui apportera le salut, comme l'affirme toute la social-démocratie de Hollande, tombent inévitablement dans ce marais. Bien entendu, la manière et le degré de leur engluement dans ce cloaque de la bourgeoisie agonisante sont personnels et accidentels. Cahuzac par exemple réclamait la rigueur économique et s'acharnait contre les fraudes fiscales, tout en dirigeant ses gros pécules vers la Suisse, ramassés de l'industrie pharmaceutique pour ses services rendus. Mais ce faisant, il voyait autour de lui des gens avec qui, ensemble, ils exerçaient la même pratique impitoyable pour sauver la bourgeoisie malade, tout en se réclamant d'un parti socialiste ! Où est la différence ?

Le roi se promène nu !

Dès le début, cette mascarade de vouloir présenter Cahuzac comme un cas personnel, se doublait d'une indécence phénoménale. Tous les cadres et dirigeants de l'UMP sarkozyste se sont bruyamment indignés : l'avocat d'affaire Copé en tête, Fillon, Raffarin, tous allant jusqu'à réclamer du gouvernement pénitences et démission. Ils lancent cette indignation factice révoltante, alors que juste à ce moment des enquêtes judiciaires suivent leurs cours contre leurs figures politiques comme Nicolas Sarkozy, Eric Woerth, François Léotard et leurs séides. Sans parler d'une foule d'autres dirigeants de leurs partis poursuivis par la justice, de Pasqua jusqu'au Balladur, en passant par Chirac et Juppé et d'autres Tiberi. Ils sont vraiment très mal placés pour dire un mot. Leur engluement profond dans ce marécage nauséabond est proportionnel à leur insolence agitée.

L'indignation outrée de M. Le Pen est, si possible, encore plus absurde parce qu'à sa manière, elle fustige toujours le « système » et ses injustices, mais cette fois, elle a été prise la main dans le sac. On a découvert que Cahuzac a été conseillé par l'avocat-conseil fasciste Philippe Péninque. Celui-ci est le conseiller financier très proche de Marine Le Pen, issu du même groupe fasciste universitaire, il y a 30-40 ans. Ce groupe réalisait ensuite des opérations financières juteuses au Pérou dont Cahuzac tirait aussi bénéfice, lui permettant son premier versement en Suisse, précisément grâce à ce Péninque. Le rapport étroit de celui-ci avec M. Le Pen jette une lumière crue sur le fait que celle-ci et son mouvement constituent l'un des piliers du capitalisme. Il faut souligner que M. Le Pen ne met jamais en cause le capitalisme. Lorsqu'elle attaque le « système », elle ne parle jamais de l'ordre social capitaliste, comme la source de ces maux sociaux, mais seulement de son expression politique du moment pour en proposer une autre. A la place du capitalis-

Loi Sapin votée par l'Assemblée

Honte du Parti socialiste

La loi Sapin-Medef sur la « flexi-sécurité », dont le nom relève de la même contorsion linguistique que la « croissance négative » de Christine Lagarde, est adoptée à la première lecture dans l'Assemblée nationale le 9 avril par une majorité écrasante du PS et de leurs alliés radicaux (236 et 13 voix). L'UMP de Copé-Fillon (191 voix) et l'UDI de Borloo (30 voix), bien que soutenant cette loi au service du patronat, se sont permis le luxe de s'abstenir, et de laisser ainsi les socialistes assumer seuls le sale boulot. Seul groupe communiste a voté clairement contre (13 voix).

Conformément à notre proposition dans le numéro précédent, de clouer les social-libéraux au pilori, « nom par nom et région par région » voilà le relevé des faits bruts. Certain espoir que la gauche parlementaire socialiste profitera de l'occasion qui lui a été offerte de prouver qu'elle ne fait pas partie de ceux qui ont abandonné la classe ouvrière dans le mépris (voir le livre de Bertrand Rothé, *De l'abandon au mépris*, Comment le PS a tourné le dos à la classe ouvrière, Seuil, que nous avons loué dans notre journal), s'est évanoui comme par magie. Les 35 députés socialistes (Emmanuel Guedj) et 16 écologistes (y compris Mamère) ont fait montre d'un opportunisme pur et simple : tout comme la droite traditionnelle, ils se sont abstenus ! En quoi ils sont de gauche ? Alors que l'enjeu de cette nouvelle législation du travail est dramatique pour l'avenir des salariés.

C'est pourquoi notre petit journal tient à souligner le courage et l'honneur de six députés socialistes inconnus qui ont voté contre, et qui seuls méritent d'être appelés socialistes. Ce sont : Mmes Pascale **Boistard** (Somme), Kheira **Bouziane-Laroussi** (Côte d'Or), Marie-André **Chapdelaine** (Ile-et-Vilaine), Mrs René **Dosière** (Aisne), Christophe **Léonard** (Ardennes) et Stéphane **Travert** (Manche). **Six socialistes en tout et pour tout sur plus de 260 députés PS !** Si Méléchon a l'espoir de gouverner un jour avec la « gauche socialiste », il lui faudrait bien revoir les comptes.

En Meurthe et Moselle, sur cinq députés PS quatre ont voté POUR cette loi anti-ouvrière (Khirouni, Eckert, Potier et Le Déaut), seul Hervé Féron s'est abstenu, ce qui n'est pas la preuve d'un courage excessif.

R.P.

me, elle attaque les étrangers et les syndicats. C'est sa façon de critiquer. Exactement la même démarche que pratiquaient Hitler et sa bande dans les années 1920 en Allemagne. C'est aussi une défense de fond du capitalisme, y compris ses cloaques, mais de manière différente et brutale.

Il faut en finir avec le capitalisme !

Un fracas de tonnerre dérangeait tous ces gens déchaînés contre la faute personnelle - et gouvernementale. C'était la publication des listes des paradis fiscaux avec une partie de leurs clients et pratiques, résultat d'une enquête menée par un consortium international des journalistes. Ces textes mettent en relief et soulignent la profondeur et l'étendue du problème révélé par l'affaire Cahuzac. Du coup, ils montrent ce qu'il y a vraiment derrière cette faute soi-disant personnelle. Ces révélations complètent tout ce que nous avons écrit sur les 15000 lobbyistes bourgeois à Bruxelles. (Voir l'arti-

(suite page 2)

Pour une investigation publique des dettes

A peu près tout le monde dénonce l'endettement colossal du pays (de tous les pays !), et la très grande majorité en souffre. Même le gouvernement le critique amèrement et cherche à se libérer de sa pression immense. Mais s'il se démène pour le rembourser c'est par le transfert de ce poids démesuré sur le dos des travailleurs.

Il explique toutes ses mesures de limitation des salaires et même des embauches, de réduction des avantages de toutes sortes, de diminution des prestations sociales par la nécessité de rembourser ces dettes. Il raccourcit considérablement la capacité même de la Sécurité Sociale, et s'apprête à tailler encore plus dans les retraites et de leur condition, et veut réduire les allocations familiales pour économiser – dit-il – les sommes requises. Chacun de nos lecteurs pourra ajouter d'autres restrictions à cette liste qui alourdit encore plus l'exploitation déjà très pesante. Et ce n'est pas fini. Des hommes politiques et des journalistes bien portants essaient de nous faire avaler cette pilule indigeste en disant qu'on vivait au-dessus de nos moyens. L'énormité de ce mensonge saute aux yeux lorsque l'on compare nos revenus de plus en plus amaigris aux profits astronomiques mais toujours croissants que les financiers et les patrons capitalistes ramassent. Ou alors, le maintien d'une vie décente et son amélioration sont définitivement incompatibles avec la poursuite de l'abondance des riches. Ce qui est effectivement le cas. Mais en tout état de cause, le premier pas pour en sortir est de desserrer la contrainte puissante de l'endettement. Car il est devenu un véritable moyen de chantage pour imposer une austérité sans limite qui paralyse tout investissement et pousse le (les) pays vers le déclin.

Evidemment, la meilleure mesure serait l'annulation complète des dettes, sources de l'enrichissement programmé obligatoire, régulier et sans fin des banques et d'autres institutions financières. Or, pour un tel assaut d'envergure, pour le moment, nous manquons de souffle nécessaire. Mais nous pouvons agir d'ores et déjà, car entre un grand saut idéal et la passivité d'une inaction, il y a l'avance des pas possibles et réalisables pour en faire tout un mouvement.

Il y a déjà beaucoup de voix qui s'élèvent pour exiger une investigation sérieuse et objective de la dette. Après tout, si le peuple doit la payer, il a non seulement le droit mais aussi le devoir de l'examiner de plus près. Pour le faire bien, il est nécessaire de suspendre le paiement de remboursement ce que les économistes appellent un moratoire. Pendant ce temps, l'organisation d'une large consultation publique

de ces dettes – que les mêmes économistes nomment un audit – est indispensable afin d'établir leur légitimité. Nous pensons que ces dettes sont très largement exagérées, voire odieuses et c'est le moins qu'on puisse dire. Mais si le gouvernement et d'autres personnes considèrent qu'elles sont légitimes, alors personne ne peut s'opposer à leur examen. Le seul moyen de le savoir, c'est une enquête objective et publique.

Déjà plusieurs organisations demandent instamment une telle suspension de remboursement des dettes en vue de leur investigation publique. Le Front de Gauche de Jean-Luc Mélenchon et le Nouveau Parti Anticapitaliste sont parmi elles et certainement il y en a d'autres. Nous les soutenons dans cet effort. Il s'agit même de renforcer cette lutte en l'élargissant en un large mouvement. C'est une tâche à la portée de tout le monde, et c'est nécessaire.

Mais en vue de faire des pas réels et efficaces pour enrayer l'influence prépondérante et néfaste de la finance, il faut avancer vers une véritable maîtrise sur elle. Dès maintenant, il est nécessaire de compléter les efforts pour cette investigation effective et publique des dettes. Des revendications concernant les banques et leur pouvoir sont indispensables pour accompagner cette démarche. C'est ainsi qu'on pourra assurer son succès et de garantir leur résultat, à savoir le contrôle démocratique des travailleurs sur les dépenses de la société. Ces mesures sont d'autant plus nécessaires que des escroqueries immenses des banques non contrôlées en liaison incestueuses avec les paradis fiscaux ont été démasquées par un groupe de journalistes internationaux.

Justement, la première revendication surgit tout naturellement de cette situation effarante des comptes bancaires aux paradis fiscaux. C'est la suppression générale et obligatoire du secret bancaire. Totalement et sans condition, car l'on cache volontiers derrière des mystérieux « marchés » les riches créanciers du pays, qui sont pourtant très concrets et bien en chair.

Actuellement, la bourgeoisie européenne, ses politiciens et journalistes essaient de nous faire croire avec grand fracas qu'ils sont en train de supprimer le secret bancaire. En réalité, ils envisagent d'organiser seulement, avec beaucoup de difficultés, un simple échange d'informations mutuelles sur les comptes bancaires individuels. Ils osent présenter cet échange d'informations élémentaire, qui devrait être naturel, comme s'il était la grande conquête d'annulation du secret bancaire. Ce mensonge éhonté, même si cet échange était une réalité, est en fait très loin d'une telle suppression du secret bancaire qui reste opaque comme la nuit.

Sa véritable levée est liée à la revendication plus générale de la nationalisation des plus grandes banques au moins. C'est d'autant

plus évident et nécessaire que la crise, ses effets et ses rebondissements apportaient des arguments convaincants pour la faire. D'abord, en démontrant que faute d'une direction représentant la collectivité, elles se lancent inévitablement dans les aventures financières de spoliation massive des millions. Ensuite, en prouvant leur incapacité organique de sortir de leur faillite qu'elles-mêmes préparaient. Il fallait le soutien massif et continu de l'Etat (des Etats!). Il est grand temps de lancer et d'obtenir la nationalisation sans indemnité des banques sous le contrôle des travailleurs, comme le premier pas, mais important, vers leur libération du joug du capital.

Il est vital de régler dans ce même mouvement la question de la Banque centrale européenne (BCE). Elle est décisive, car la BCE est l'unique banque centrale digne de ce nom dans la zone euro, à savoir dotée de compétence et de fonctions d'une vraie banque centrale en tant qu'émissaire et régulateur de la monnaie. Les fabricants bourgeois de l'euro comme la monnaie unique ont délibérément fomenté des contradictions absurdes entre l'existence de cette monnaie unique et la pluralité des Etats. Ils ont assuré et facilité ainsi la croissance des inégalités entre ces Etats, concrètement, l'exploitation des pays faibles par les plus forts. La première contradiction absurde se trouve donc entre ces Etats qui utilisent cette monnaie, mais dont le contrôle leur échappe complètement. Un véritable mensonge qu'une masse d'économistes dénoncent – sans aucune mystification – compris leur propre attitude. La deuxième grande contradiction est que cette BCE qui, elle, règne sur cette monnaie et la règle à sa guise échappe à son tour à tout contrôle étatique. D'une manière surprenante du point de vue des dogmes économiques bourgeois (sauf le dit « néolibéral »), elle bénéficie d'une indépendance fictive mais bien réelle quant aux Etats qui n'ont aucun pouvoir sur elle. Cette soi-disant indépendance (elle n'est pas indépendante du capital international) est une absurdité quand il s'agit d'Etats, mais elle est le pilier indispensable bien pratique de la dictature des banques.

Un premier pas vers l'émancipation d'une telle dictature, dont l'Europe entière connaît les effets dévastateurs, est l'abrogation radicale de cette indépendance meurtrière. Or, avant que les travailleurs eux-mêmes puissent en disposer entièrement, il s'avère nécessaire d'amorcer les pas qui y conduisent en plaçant cette Banque centrale européenne sous l'autorité du seul organe européen tant soit peu démocratique, l'Assemblée européenne. Il faut la mettre sous son contrôle !

Mais déjà il est urgent que nous nous non seulement soutenions les revendications de toutes les organisations pour un moratoire et un audit public des dettes, mais aussi et surtout luttions pour en faire un grand mouvement unitaire des travailleurs. B.Nagy

juguler et arrêter les scandales liés au pouvoir et les escroqueries des puissants ont été déjà prises en leur grande majorité. On a vu leur efficacité, pareille comme l'eau bénite contre le diable. Leur caractérisation par Jean-Luc Mélenchon comme un « attrape-nigaud » fumeux est totalement justifiée. Il n'y a qu'un seul et unique moyen de mettre fin radicalement et définitivement à cette délinquance permanente. C'est de rejeter résolument toute la politique menée en faveur de la bourgeoisie, pour une autre visant son renversement. Le gouvernement Hollande en est incapable. Alors que par un tel changement on verrait tout de suite la disparition de cette mafia occulte qui gravite autour

d'un gouvernement bourgeois, de toute couleur, attirée avec la même force qu'une planète qui tourne autour de son soleil.

Voici pourquoi nous sommes entièrement d'accord avec Mélenchon lorsqu'il dit : « Un monde de menteurs, de fuyards de fisc et de cyniques révèle son existence. Du balai ! » Chacun de nous soutient donc son initiative pour une grande manifestation du 5 mai afin de « purifier l'atmosphère politique absolument insupportable ». On ne peut qu'être d'accord avec lui, y compris son ouverture pour une Vème république, car « on ne peut pas se contenter d'un rafistolage ». Tous pour le 5 mai !

Balazs Nagy

LA DETTE PUBLIQUE, UNE AFFAIRE RENTABLE

A qui profite le système?

C'est le titre complet d'un petit livre d'André-Jacques Holbecq et Philippe Derudder (éditions Yves Michel, 2011) destiné à familiariser le grand public avec ce sujet qui est la préoccupation centrale du gouvernement et du peuple. Sujet oh combien vicié par l'abus du langage des gouvernants et leurs scribes, destiné à tromper ceux qui finalement doivent supporter son paiement, les travailleurs. Faute de place nous évoquerons les questions très schématiquement, mais pour lutter pour son annulation ou audit il faut que les militants de gauche s'approprient absolument la connaissance de sa nature, de son fonctionnement et pas seulement de son résultat inacceptable. Or, étant non spécialistes de l'économie et de la finance, nous sommes souvent victimes des préjugés hérités.

Ainsi parle-t-on de dette, pour faire peur (1600 milliards d'euros!), alors qu'elle est synonyme de crédit. Lorsque vous achetez une maison à crédit, certes vous avez une dette échelonnée, mais vous avez des murs et un toit. Le patrimoine national – édifices publics, routes, écoles, hôpitaux etc. – acquis par le truchement de ce crédit colossal n'est pas pour autant disparu. Chaque nouveau-né dans ce pays dispose plus de richesse en patrimoine que de dette à payer.

Donc, le problème n'est pas qu'une génération endette aujourd'hui la suivante, mais le problème que la classe des pauvres paient aujourd'hui, et que ses enfants paieront encore plus demain, pour les héritiers des riches, propriétaires des bons de trésor. Le véritable problème n'est pas la dette en soi, mais les 60 milliards d'intérêts que l'Etat débourse tous les ans pour les banquiers. Et c'est là que réside la spirale infernale: pour honorer cette dette, qu'on verra illégitime, on s'endette encore plus et augmente la pression sur les salariés. D'ailleurs, ils abusent du langage: ils ne parlent pas d'intérêt, mais de service de la dette, comme si les banquiers qui s'enrichissent sur le dos de la nation lui rendaient un quelconque service. Ils sont à 30% Français, et à 70% des étrangers. Qui sont-ils? Mystère le plus total! La revendication de l'Audit de la dette porte sur cet aspect opaque, car le peuple a droit de savoir à qui il doit et combien.

En quoi cette dette (crédit) est illégitime? Nous croyons tous que les banquiers font crédit sur la base de leur patrimoine. Or, c'est faux: ils ne sont couverts qu'à 2% sur leurs fonds propres. Tout le reste est la création de la monnaie *ex nihilo*. Après la suppression de la convertibilité du dollar en or, en 1971, la masse monétaire en circulation est le jeu d'écritures, elle est dématérialisée. Dans cette masse monétaire la monnaie fiduciaire, pièces, billets et dépôts à vue, ne représentent qu'une infime partie de la masse monétaire scripturale, essentiellement composée des crédits que les banquiers créent par le jeu d'écriture. Ce n'est pas le dépôt qui crée le crédit, c'est le crédit, création de l'argent *ex nihilo*, qui permet le dépôt! Un crédit remboursé, c'est la monnaie en papier détruite. Tant qu'il y a demande de crédit, les nouvelles masses monétaires sont créées. Mais les Banques centrales? Et le rôle de l'Etat?

Notre préjugé des simples mortels, c'est que la Banque centrale crée la monnaie. C'est faux, la monnaie est créée par les banques privées, les Banques centrales ou la BCE aujourd'hui (association des banques nationales) ne sont que des Instituts d'émission de la monnaie fiduciaire, une toute petite partie – (7%) – de la masse colossale de monnaie scripturale en circulation et sans aucun contrôle, réglementant le taux d'intérêt de prêts entre les banques, qui y ont chacune un compte en « monnaie centrale ». La BCE prête l'argent aux banques privées à un taux bas, qui en profitent pour spéculer sur la dette d'Etat, mais il est strictement interdit à la BCE de créditer un quelconque pouvoir public.

L'argent est à l'économie ce qui est le sang au corps humain: il permet l'échange. La privatisation de la création monétaire par les banques privées, c'est comme si l'on privatisait l'air qu'on respire. Les Etats, et même la BCE, sont devenus otages des banques privées. L'Etat capitaliste, avec un gouvernement de gauche ou de droite, est devenu victime et complice d'une arnaque à l'échelle planétaire.

En France, la Banque de France a cessé d'être le service public depuis 1973. Elle n'a pas droit de prêter au Trésor public, celui-ci doit obligatoirement s'endetter auprès des argentiers privés. Les auteurs citent Maurice Allais, prix Nobel en économie en 1988, qui se battait pour que l'Etat soit seul la source de création monétaire: « Par essence, la création monétaire *ex nihilo* que pratiquent les banques est semblable, je n'hésite pas à le dire pour que les gens comprennent bien ce qui est en jeu ici, à la fabrication de monnaie par des faux-monnayeurs, si justement réprimés par la loi. Concrètement elle aboutit aux mêmes résultats. La seule différence est que ceux qui en profitent sont différents ».

Pour illustrer l'ordre de grandeur des emprunts que l'Etat français sollicite pour payer les intérêts de sa dette – à l'époque 45 milliards €, aujourd'hui 68 mld – les auteurs disent que cette arnaque « est équivalente de 600 Airbus A320, ou de trois porte-avions « Charles de Gaulle », ou de 45 000 belles villas sur la Côte d'Azur, ou de l'isolation (en comptant 10 000 euros par foyer) de 4 500 000 logements, ou un salaire net de 18 000 euros annuel (salaire médian en France) à 2 500 000 personnes, ou de 700 euros par Français ou ce qui manque pour financer le système par répartition à l'horizon de 2020... »

Radoslav Pavlovic

(suite de la première page)

cle « Chevaliers de la Table ronde » dans le no. 4 de ce journal.) Néanmoins, nous repoussons l'examen de ces documents pour plus tard, car il dépasserait le cadre restreint de cet article.

Mais dès maintenant, ils confirment entièrement les affirmations de cet article. Notamment, qu'à travers l'affaire Cahuzac c'est l'ensemble du système capitaliste et toute la politique de sa défense que l'on doit mettre dans le box des accusés.

Ce que Hollande et Cie. annoncent maintenant avec un grand vacarme comme mesures destinées à

Un appel syndical récent en Grande-Bretagne

(« It's Time to Take Over the Banks » - from the Fire Brigades Union)

Le syndicat britannique important des Brigades de Pompiers, connu par ses luttes décidées en défense des « soldats de feu » contre la bourgeoisie et son Etat, a publié une brochure de 22 pages sous le titre suggestif : « Il est temps de prendre les banques » (voir ci-dessus le titre en anglais). Nos camarades britanniques en ont publié un compte-rendu dans leur Bulletin d'avril 2013. Nous espérons pouvoir le faire dans le prochain numéro de notre journal. En attendant, voici comment ces syndicalistes motivent leur position dans leur conclusion : « Prendre la direction sur la haute finance est le début d'un chemin qui changera la société en mieux. Ce n'est pas la seule chose qu'il est nécessaire de faire, mais il serait le centre de tout plan sérieux afin de reconstruire la société dans les intérêts de la majorité. »